

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique et
de la cohésion des territoires

Direction de la sécurité de l'aviation civile

Décision du 3 août 2023

portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est

NOR : TREA2321987S

(Texte non paru au Journal officiel)

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile,

Vu le décret n°2008-1299 du 11 décembre 2008 modifié créant la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2014 portant nomination du directeur de la sécurité de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 modifié portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile ;

Vu l'avis du comité social d'administration placé auprès de la directrice de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est en date du 15 mars 2023,

Décide :

TITRE I^{ER}

ORGANISATION GÉNÉRALE

Article 1^{er}

La direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est (DSAC-CE), dont le siège est situé 210, rue d'Allemagne, 69125 Lyon Saint-Exupéry Aéroport et dont le ressort territorial est fixé par l'article 4 de l'arrêté du 18 décembre 2019 susvisé, comprend le siège et une antenne locale située à Clermont-Ferrand.

TITRE II
ORGANISATION DU SIÈGE

Article 2

Le siège de la direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est est constitué par :

- 1° Les divisions techniques mentionnées à l'article 3 ;
- 2° L'équipe de pilotes inspecteurs mentionnée à l'article 4.

Sont placés auprès de la directrice :

- 1° L'adjointe à la directrice, chargée des affaires techniques (DSAC-CE/ADT), ayant autorité hiérarchique sur les divisions et sur l'équipe des pilotes inspecteurs mentionnées aux articles 3 et 4 ;
- 2° La cheffe de cabinet (DSAC-CE/CAB) à laquelle est rattaché le secrétariat chargé également de l'accueil et du traitement du courrier et de la gestion des demandes de titre de circulation national dans les zones sûreté à accès réglementé (ZSAR) des aérodromes ;
- 3° Le responsable de la qualité, du pilotage de la performance par objectifs, du pilotage de la coordination des actions relatives au programme de sécurité de l'État et de sécurité des systèmes d'information (DSAC-CE/QPS) ;
- 4° Le référent territorial (DSAC-CE/RT) ;
- 5° La chargée de mission régulation économique (DSAC-CE/RE) ;
- 6° Le chargé de mission affaires réservées et PSE/AL (DSAC-CE/CM).

Article 3

Les divisions techniques de la DSAC-CE sont :

- 1° La division « aviation générale » (AG) ;
- 2° La division « aéroport et navigation aérienne » (ANA) ;
- 3° La division « opérations aériennes » (OPA) ;
- 4° La division « régulation économique et développement durable » (RDD) ;
- 5° La division sûreté » (SUR).

Article 4

La division « aviation générale » (AG), à laquelle sont rattachés les personnels de l'antenne de Clermont-Ferrand, comprend :

1° La subdivision « aéronefs et activités » (AG/AA) chargée :

- a) d'assurer ou de participer à l'instruction des dossiers en vue de la délivrance et du maintien des autorisations et dérogations en travail aérien ;
- b) d'assurer ou de participer à l'instruction des dossiers en vue de la délivrance et du maintien des autorisations d'exploiter les aéronefs étrangers en travail aérien relevant de l'arrêté de 1991 ;
- c) d'assurer ou de participer à l'instruction des dossiers en vue de la délivrance et du maintien des autorisations et dérogations relatives aux activités aériennes sportives et récréatives liés aux manifestations aériennes et aux activités drones ;
- d) de l'instruction des demandes et du contrôle des manifestations aériennes ;
- e) d'assurer ou de participer à l'instruction des dossiers en vue de la délivrance des documents nécessaires à l'exploitation des ULM et de certains autres aéronefs légers ou télépilotés ;
- f) d'assurer le suivi des événements qui impactent le domaine de la subdivision ;
- g) de gérer les changements temporaires d'espaces aériens liés aux manifestations aériennes, aux drones, et en coordination avec la division RDD, la création de zones d'interdiction temporaire ;
- h) de suivre les dossiers d'accidents et d'incidents dans son domaine.

2° La subdivision « organismes de formation » (AG/FOR) chargée :

- a) d'assurer ou de participer à la certification et à la surveillance des organismes de formation aéronautique ;
- b) de superviser les examens théoriques du personnel navigant en coordination avec la subdivision AG/LIC ;
- c) d'instruire les dossiers d'infraction des personnels navigants ;
- d) d'assurer le suivi des événements qui impactent le domaine de la subdivision.

3° La subdivision « licences » (AG/LIC) chargée :

- a) des opérations sur les titres aéronautiques, les qualifications et les autorisations associées des personnels navigants ;
- b) de l'organisation et de la gestion des examens théoriques et pratiques du personnel navigant, ainsi que du suivi des examinateurs ;
- c) de la supervision des examens théoriques en coopération avec la subdivision AG/FOR ;
- d) du secrétariat de la commission de discipline des personnels navigants non professionnels.

Article 5

La division « aéroports et navigation aérienne » (ANA) comprend :

1° La subdivision « aéroports » (ANA/AER) chargée :

- a) d'assurer ou de participer à l'instruction des dossiers en vue de la délivrance et du maintien des certificats d'exploitants d'aérodromes et des approbations associées ;
- b) d'assurer ou de participer à l'homologation des pistes d'aérodromes ;
- c) d'assurer ou de participer à la surveillance des aérodromes et des installations à usage aéronautique ;
- d) d'assurer ou de participer à la surveillance de l'application de la réglementation de sécurité relative aux missions de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) et de lutte contre le péril animalier ;
- e) de tenir à jour et d'exploiter la base de données relative à la notification des incidents dans le domaine des exploitants d'aérodromes ;
- f) de rédiger les arrêtés préfectoraux et les mesures particulières d'application relatifs à la police et à l'exploitation des aérodromes, conjointement avec les divisions « sûreté » et « régulation économique et développement durable ».

2° La subdivision « navigation aérienne » (ANA/NA) chargée :

- a) d'assurer ou de participer à la certification des organismes AFIS et des prestataires de services de navigation aérienne ;
- b) d'assurer ou de participer à la surveillance des prestataires de services de navigation aérienne ;
- c) de l'approbation des procédures de vol aux instruments et de leur suivi ;
- d) de tenir à jour et d'exploiter la base de données relative à la notification des incidents dans le domaine de la navigation aérienne ;
- e) d'assurer la fonction de coordonnateur pour l'information aéronautique pour la DSAC-CE.

Article 6

La division « Opérations Aériennes » (OPA) comprend :

1° Deux subdivisions « surveillance technique des exploitants » (OPA/STE1 et OPA/STE2) chargées :

- a) d'assurer ou de participer à l'instruction des dossiers en vue de la délivrance et du maintien des certificats de transporteur aérien et des autorisations et agréments associés ;
- b) d'assurer ou de participer à la surveillance de l'activité opérations aériennes des entreprises de transport aérien ;

- c) d'assurer ou de participer à la surveillance des exploitants réalisant des opérations spécialisées et des exploitants réalisant des activités non commerciales au moyen d'aéronefs motorisés complexes ou non ;
- d) de réaliser des études et expertises liées aux opérations aériennes relevant du règlement AIROPS ;
- e) d'assurer le suivi des événements qui impactent la sécurité des vols et la tenue à jour et de l'exploitation de la base de données ECCAIRS dans le cadre de la mise en œuvre du règlement AIROPS.

2° La subdivision « contrôle technique » (OPA/CT) chargée de réaliser les contrôles techniques d'exploitation des aéronefs français et étrangers.

Article 7

La division « régulation économique et développement durable » (RDD) est chargée :

- 1° Du suivi et de la coordination des questions relatives à l'environnement ;
- 2° Des études, de l'élaboration et du suivi des documents de planification des aérodromes ;
- 3° Des avis sur les obstacles, constructions et documents d'urbanisme ;
- 4° De l'instruction des dossiers de création des aérodromes et autres types de plateformes et d'aménagement de l'infrastructure des aérodromes non certifiés ;
- 5° Du suivi économique, financier et juridique des exploitants d'aérodromes ;
- 6° De la vérification de la régularité des aides d'État accordées aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aérodromes ;
- 7° De la délivrance et du suivi des licences d'exploitation de transporteur aérien et des autorisations associées ;
- 8° De la préparation et du suivi des liaisons aériennes avec obligations de service public ;
- 9° Du suivi des questions relatives à la coordination des horaires des aéroports ;
- 10° De la délivrance et du suivi des agréments d'assistance en escale ;
- 11° De la collecte et du contrôle des données relatives à la déclaration de la taxe d'aéroport ;
- 12° Du suivi des dossiers relatifs aux modifications de l'espace aérien en concertation avec les usagers et de l'animation des CCRAGALS ;
- 13° De la gestion, en coopération avec la subdivision AG/AA, des changements temporaires d'espaces aériens liés aux zones d'interdictions temporaires ;
- 14° De l'instruction de tout ou partie des dossiers en vue de la délivrance et du maintien des autorisations relatives aux activités aériennes sportives et récréatives (ayant vocation à publication dans l'AIP) qui ne sont pas liées aux manifestations aériennes et aux activités drones ;

15° De la rédaction des arrêtés préfectoraux et des mesures particulières d'application relatifs à la police et à l'exploitation des aérodromes, conjointement avec les divisions « aéroport et navigation aérienne » et « sûreté ».

Article 8

La division « sûreté » (SUR) est chargée :

1° Des questions relatives à la sûreté du transport aérien, notamment l'animation des comités et des commissions de sûreté ;

2° Du suivi des projets des opérateurs dans le domaine et, en lien avec la division « régulation économique et développement durable », des investissements correspondants ;

3° De la délivrance et du suivi des agréments de sûreté et des titres d'accès côté piste, de l'approbation des cours de formation ;

4° De la surveillance de tout ou partie de la mise en œuvre des mesures de sûreté par les opérateurs ;

5° Des questions relatives à la défense et à la sécurité civile ;

6° Du suivi des dossiers relatifs à la facilitation des aérodromes en matière de sûreté ;

7° De la rédaction des arrêtés préfectoraux et des mesures particulières d'application relatifs à la police et à l'exploitation des aérodromes, conjointement avec les divisions « aéroports et navigation aérienne » et « régulation économique et développement durable ».

Article 9

L'équipe de pilotes inspecteurs (PI) est chargée de :

1° Contribuer aux actions relatives à l'amélioration de la sécurité ;

2° Réaliser certains examens pratiques pour l'obtention des titres de personnels navigants ;

3° Participer à la surveillance et au suivi de la formation aéronautique ;

4° Participer à la gestion des examinateurs, à leur standardisation et à leur supervision.

Article 10

La directrice organise au sein de la direction le suivi de la gestion de ses ressources par le secrétariat interrégional Centre-Est (SIR).

Sous l'autorité de la directrice :

1° La cheffe de cabinet est chargée d'assister la directrice dans l'organisation et la coordination de l'activité des services de la direction. Elle assure le traitement des questions réservées et de la chancellerie. Elle est chargée de la gestion des actions de communication et de l'animation du réseau de permanence de la direction. Elle encadre également le secrétariat chargé de l'accueil,

du traitement du courrier et de la gestion des demandes d'habilitation et de titre de circulation aéroportuaire (TCA) national dans les zones de sûreté à accès réglementé des aéroports (ZSAR) ;

2° Le responsable de la qualité, du pilotage de la performance par objectifs et du programme de sécurité de l'État et de la sécurité des systèmes d'information est chargé de la démarche qualité, de la coordination du pilotage de la performance par objectifs et de la coordination des actions relatives au programme de sécurité de l'État ;

3° Le référent territorial exerce une fonction transversale d'intermédiation entre les préfets et leurs représentants, les exploitants d'aéroports, les représentants des collectivités territoriales concernées, les principaux acteurs économiques en lien avec l'aviation civile ;

4° La chargée de mission régulation économique assure un rôle de coordination nationale de la politique et des actions en matière de régulation économique de la direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est. Elle fait partie de l'équipe inter-service qui assure le pilotage national du processus R2. Elle contribue à la bonne réalisation des missions de la direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est en matière de régulation économique. Elle assiste la directrice sur les sujets transversaux et assure notamment le pilotage de dossiers stratégiques en la matière. Elle s'appuie à ce titre sur les ressources de la direction de la sécurité de l'aviation civile Centre-Est ;

5° Le chargé de mission affaires réservées et PSE-AL contribue à la gestion des affaires réservées de la direction en coordination avec la cheffe de cabinet, et assure la fonction de correspondant aviation légère du PSE en coordination avec le correspondant PSE de la DSAC-CE. Il est également chargé de la coordination des enquêteurs de première information de la DSAC-CE.

Article 11

La décision du 3 novembre 2021 portant organisation de la direction de la sécurité civile de l'aviation civile Centre-Est est abrogée à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 12

La présente décision entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

Article 13

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la transition écologique.

Fait le 3 août 2023,

P. CIPRIANI